

Commission: Sommet UE, Méditerranée et Moyen-Orient

Problématique: Comment relancer une coopération trans-méditerranéenne – Moyen-Orient profitable?

Auteur: Turquie

La Turquie, située à cheval entre l'Europe et l'Asie, possède une richesse historique, géographique et démographique unique. Au carrefour des civilisations, ce pays a été le berceau de grands empires tels que l'Empire ottoman, qui ont façonné son histoire. Sur le plan démographique, la Turquie est l'un des pays les plus peuplés du Moyen-Orient, avec une population jeune et dynamique.

Notre gouvernement, dirigé par le président Recep Tayyip Erdoğan et son parti, l'AKP, mène une politique marquée par un mélange de conservatisme social, de politiques économiques libérales et d'un nationalisme affirmé.

A l'internationale, la Turquie joue un rôle stratégique en tant que membre de l'OTAN et candidat à l'adhésion à l'Union européenne, tout en entretenant des relations avec ses voisins au Moyen-Orient et en s'impliquant dans des enjeux régionaux et mondiaux tels que la crise des réfugiés et la lutte contre le terrorisme. Notre pays se positionne comme un acteur majeur dans la région, à la croisée des chemins entre l'Orient et l'Occident et il priorise le développement économique du pays, la sécurité énergétique et la stabilité politique régionale.

La Turquie entretient des relations avec l'Union Européennes depuis 1963, lorsque la Communauté économique européenne (CEE) signe avec le pays "l'Accord d'Ankara". Celui-ci prévoit le renforcement des relations économiques et commerciales entre les deux Etats. Depuis, la Turquie a également fait une demande d'adhésion à l'Union Européenne qui n'a toujours pas abouti, malgré les réformes de la part de notre gouvernement pour répondre aux critères d'adhésion.

D'autre part, la Turquie entretient des relations anciennes avec les pays du Maghreb, en partie grâce à l'héritage de l'Empire ottoman, qui a laissé une empreinte culturelle dans la région. Elle importe des produits agricoles et des hydrocarbures en provenance du Maghreb, tandis que les investissements turcs dans la région se sont accrus ces dernières années. En 2004, le gouvernement turc a signé avec le Maroc un accord de libre échange qui vise à promouvoir les échanges commerciaux entre les deux pays en réduisant les tarifs et en favorisant la circulation des biens.

Premièrement, sur le plan économique, notre gouvernement met en priorité sa volonté de développer économiquement la Turquie, avec un accent sur les infrastructures, et approfondir les relations commerciales avec les autres pays. Le président Erdogan est convaincu que l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne accroîtra la taille du marché intérieur européen et renforcera la compétitivité de l'Union à l'échelle mondiale. La Turquie constitue une opportunité majeure pour l'Union, grâce à notre position géostratégique, notre potentiel économique, notre population instruite et dynamique et notre politique étrangère visionnaire.

La Turquie est la 7ème plus grande économie en Europe. En même temps, la Türkiye a de vastes relations commerciales et économiques avec l'Union. L'Europe est notre plus grand partenaire de commerce et d'investissements et le gouvernement turc souhaite continuer cette relation, en élargissant également nos horizons vers les pays du Maghreb, notamment en termes d'énergies, collaboration industrielles et marchandise agricole. En 2021, la Turquie a signé avec l'Algérie un accord de coopération visant à renforcer la collaboration dans des techniques d'irrigation et les pratiques agricoles durables. Les entreprises turques spécialisées dans ces technologies ont été impliquées dans la mise en œuvre de projets pour améliorer les systèmes d'irrigation agricole en Algérie.

Deuxièmement, sur la question migratoire, le gouvernement turc négocie actuellement le renouvellement de l'Accord de Bruxelles avec l'Union Européenne. Celui-ci a été conclu en 2006 dans le but de gérer la crise migratoire en Europe. Il prévoyait le renvoi des migrants irréguliers de la Grèce vers la Turquie en échange de l'accueil de réfugiés syriens par l'UE depuis la Turquie. L'UE

s'était engagée à fournir une aide financière à la Turquie. En retour, la Turquie devait bénéficier d'une révision du processus de libéralisation des visas pour les turcs voyageant dans l'UE. Aujourd'hui, Ankara met l'accent sur la relance des négociations d'adhésion à l'UE comme conditions à la reprise de cet accord. La Turquie déploie pleinement ses efforts et ressources pour accueillir et soutenir les réfugiés et les migrants présents sur son territoire. En vue de diminuer les taux de migration vers notre pays, le président Erdogan s'engage à contribuer à la stabilisation de la région du Moyen Orient et du Maghreb. Notre visée est d'introduire la discussion diplomatique et intervenir comme médiateur dans les conflits afin d'arriver à une paix durable, notamment par la coopération internationale. Une coopération transméditerranéenne efficace est nécessaire pour relever ces défis humanitaires et gérer les flux migratoires de manière équitable et durable. Mais, également pour sécuriser l'économie turc qui jusqu'à présent est précarisé par les nombreux conflits régionaux et leurs conséquences.

Finalement, sur le plan de la lutte contre le terrorisme, la Turquie maintient une position ferme et active, jouant un rôle crucial dans la sécurisation de la région méditerranéenne et du Moyen-Orient contre les menaces terroristes. En tant que membre de l'OTAN, notre pays coopère étroitement avec ses alliés internationaux pour contrer les organisations terroristes telles que Daech et Al-Qaïda, qui opèrent dans la région. Par ailleurs, la Turquie joue un rôle actif dans la promotion de la coopération régionale et internationale en matière de lutte contre le terrorisme. Elle participe à des initiatives multilatérales telles que le Forum de l'Union pour la Méditerranée et le Groupe de travail contre le terrorisme de l'OTAN. Ces plateformes permettent aux pays participants de coordonner leurs efforts et de partager des informations cruciales pour contrer les menaces terroristes. En participant activement à ces forums, la Turquie démontre son engagement en faveur d'une coopération renforcée et d'une approche collective pour assurer la sécurité régionale et mondiale contre le terrorisme. Notre visée est d'assurer la sécurité et la stabilité de la région méditerranéenne et du Moyen-Orient, tout en œuvrant pour la paix et la prospérité dans le monde. La prochaine étape pour la Turquie dans la lutte contre le terrorisme implique un renforcement de la coopération avec l'Union européenne et les pays du Maghreb.

La Turquie, en tant qu'acteur clé à la croisée des chemins entre l'Orient et l'Occident, continue de jouer un rôle vital dans la promotion de la stabilité, de la sécurité et de la prospérité dans la région méditerranéenne et au Moyen-Orient. Avec son engagement indéfectible dans la lutte contre le terrorisme et sa volonté de renforcer la coopération régionale et internationale, la Turquie aspire à édifier un avenir plus sûr et plus prospère pour tous les peuples de la région. Dans cette optique, la prochaine étape pour la Turquie implique un approfondissement de sa coopération avec l'Union européenne et les pays du Maghreb de manière profitable, afin de relever ensemble les défis communs et de construire un avenir fondé sur la paix, la sécurité et la prospérité partagée.